Numérisation CERMTRI

Nouvelles menaces sur les libertés

- Renvoi probable des trotskystes devant le tribunal militaire.
- Trois quotidiens bourgeois saisis à Alger.
- En Algérie, les « paras » au pouvoir.
- Guy Béziers en prison pour 5 ans.
- Nouvelle arrestation de Labrusse et de Turpin.

N° 440 — 11 Janvier 1957 " PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS " HEBDOMADAIRE 20 Fr

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION : 5, rue de Charonne, Paris (XIe) — Métro BASTILLE

ABONNEMENTS : 1 an : 800 fr. ; 6 mois : 400 fr. ; 3 mois : 225 fr. Etranger : 1 an : 1.200 fr. C.C.P. Sté de Presse, Edition et Librairie 6052-01 Paris

BIEN que le prononcé du jugement de la 16e Chambre correctionnelle ait été renvoyé, pour une question de forme, au 22 janvier, il apparaît malheureusement vraisemblable que le tribunal civil se déclarera incompétent dans l'affaire des 4 militants trotskystes, et se dessaisira au profit du Tribunal des forces armées de Paris, dont le juge d'instruction, le commandant Giraud, a déjà engagé des poursuites contre trois d'entre eux. Rappelons que les seuls faits retenus contre nos camarades Just, Lambert, Renard et moi-même sont les articles publiés dans LA VERITE, depuis le 1er novembre 1954, soit qu'il s'agisse d'articles signés de leur ou qu'ils soient considérés comme responsables de l'ensemble du journal.

L'article 76 du code pénal, sur lequel la justice militaire base ses pour-

PAR

GERARD BLOCH

suites contre les 4 militants du PCI, est libellé comme suit (tel que l'ont complété le décret du 9 avril 1940, et la loi du 11 mars 1950) :

« Sera coupable de trahison et puni de mort

...3°) Tout Français qui aura participé sciemment à un mouvement de démoralisation de l'armée ou de la nation ayant pour objet de nuire à la défense nationale.

Toutefois, en temps de paix, sera puni de réclusion tout Français ou étranger qui se sera rendu coupable

...d) de participation, en connaissance de cause, à une entreprise de démoralisation de l'armée ayant pour but de nuire à la défense nationale ».

Tel est l'article de loi que, sous le gouvernement « à direction socialiste », on prétend appliquer à des journalistes coupables seulement de faire honnêtement leur métier, d'informer objectivement leurs lecteurs sur les faits parvenus à leur connaissance, ou de défendre une opinion opposée à celle du gouvernement. Tel est l'article de loi au nom duquel sont poursuivis Claude Gérard, Robert Barrat, Claude Bourdet, etc., et les quatre militants trotskystes.

∴

Nous n'avons cessé de démontrer que les poursuites contre « LA VERITE » n'étaient qu'un début ; que l'offensive contre la liberté de la presse ne s'arrêterait pas là ; qu'elle menaçait la presse toute entière ; et qu'il importait, en conséquence, que l'union la plus large se fasse contre les premières manifestations de la répression, sous peine de la voir étendre ses effets.

Depuis deux ans, chaque semaine, « LA VERITE » est saisie en Algérie. Douze fois, elle a été saisie sur tout le territoire. La grande presse, les journalistes « faisant autorité », y compris ceux qui, en toute occasion, professent de leur attachement aux libertés, à la démocratie — nous ne nommerons personne, à quoi bon ? — n'ont pas jugé utile de lever le petit doigt pour défendre les droits démocratiques des militants révolutionnaires d'avant-garde. Et la répression s'est enhardie. Des hebdomadaires comme « France-Observateur » ont été saisis à plusieurs reprises en Algérie, voire sur tout le territoire. Et maintenant, ce sont, d'un seul coup, les trois grands quotidiens du soir, « France-Soir », « Paris-Presse » et « Le Monde » — un au moins soutient fidèlement M. Lacoste — qui sont saisis à Alger. Cette leçon sera-t-elle comprise ?

Nous avons souligné les dangers que fait courir aux droits de tous les citoyens l'extension — en temps de paix — de la compétence des tribunaux militaires, dont la conception particulière de la justice a été suffisamment mise en lumière lors du fameux « procès des fusiles ». Voici maintenant que, systématiquement, les affaires de presse sont déférées à ces mêmes tribunaux militaires, qui, en attendant mieux, se font la main en incarcérant de nouveaux ces malheureux boucs émissaires que sont Labrusse et Turpin. Et la responsabilité du « socialiste » Mollet est ici directement engagée ; car c'est le parquet, représentant direct du gouvernement, qui a demandé au tribunal civil de la Seine de se dessaisir au profit du tribunal des Forces Armées.

Nous avons relevé comment le silence complice de la « grande » presse, des « grandes » organisations avait permis la condamnation à cinq ans de prison du jeune ouvrier cariste de St-Nazaire, Guy Béziers, toujours détenu à la maison centrale de Rethel pour avoir participé aux manifestations de rappelés.

La leçon des événements sera-t-elle enfin comprise ? Tous les démocrates, tous les travailleurs, toutes les organisations doivent être solidaires devant la menace qui pèse sur les libertés de tous. C'est seulement à ce prix que cette menace qui pèse sur les droits démocratiques pourra être brisée.

L'exiguïté de notre format nous oblige à renvoyer au prochain numéro la suite de l'article de G. Bloch : « Khrouchtchev attaque la Yougoslavie »

LE TEMPS DE LA GRANDE DUPERIE EN ALGERIE

SI le sang ne coulait pas, il serait loisible d'ironiser sur la contradiction entre les paroles et les actes, les faits et les mots.

Lors de l'enterrement de M. Froger, les fascistes d'Alger, sous l'œil bienveillant de la police et de l'armée, ont molesté le représentant du ministre-résident, M. Lacoste (cet homme prudent s'était fait représenter) aux cris de « l'Armée au pouvoir ! »

Le général Faure est mis aux arrêts pour « complot éventuel ». M. Lacoste n'attache guère d'importance à ce « complot ». Il suit que :

« Les Français d'Algérie fidèles à notre pays, ne sont souvent pas loin de penser comme le général Faure ». (« Paris-Presse », 8-1-56).

En conséquence, 3 généraux sont investis de tous les pouvoirs, dans l'Algérois, et aux frontières de la Tunisie et du Maroc. Comme au soir du 6 février, les socialistes-fascistes Mollet et Lacoste appliquent la politique dictée par les fascistes-colonialistes d'Algérie !

∴

Le 5 janvier, on lit dans « France-Soir » :

« Peu après 18 heures, 120 parachutistes quittaient leur quartier général d'Israh et déferlaient sur le carrefour Yusuf... Les incidents allaient durer 3/4 d'heures... Les Musulmans qui croisaient les groupes de manifestants étaient interpellés et frappés. Chemin Yusuf, un café maure était saccagé. Puis les groupes, en proie à une nervosité grandissante, se massèrent devant le dépôt des tramways où ils prenaient à partie les employés musulmans. Un receveur était blessé au visage... Les parachutistes poursuivaient leur route en direction de Belcourt, toujours en houspillant les musulmans qu'ils rencontraient ».

« Le Monde » daté du 6 apporte certaines précisions :

« Les parachutistes se répandirent ensuite dans les rues avoisinant un tonneau vénéré, brisant de nombreux étals des rues adjacentes, presque exclusivement habitées par des musulmans... Le nombre des personnes blessées au cours de ces incidents n'est pas encore connu et sera difficile à établir, les musulmans atteints préférant ne pas se signaler aux services de police. On sait cependant qu'un officier musulman qui tentait de calmer les parachutistes a reçu plusieurs coups de couteau ».

Une dépêche de l'A.F.P. ajoute :

« D'autre part la petite Sonia Noguera, âgée de 8 ans a été tuée « accidentellement » (les guillemets sont de la rédaction ; comme l'écrit Albert Bayet : « qui pourrait concevoir des soldats français tirant sur un enfant ? ») par une rafale partie de la mitraillette d'un militaire, près de son domicile, allée des Mûriers, à Belcourt ».

M. Robert Lacoste, le dur des durs, sait être très compréhensif. Dans « Le Figaro » nous lisons :

« Demain, le général Massu aura en main toutes les forces de l'ordre ». Ledit général, qualifié de libéral par la presse (!), s'est vu confier, en tant que commandant de la 10e division de parachutistes, la responsabilité du maintien de l'ordre dans l'agglomération algéroise.

Ainsi ces mêmes « paras », qui ont saccagé divers quartiers musulmans, sont chargés des opérations de ratissages. Tout commentaire affaiblirait la portée de la mesure prise par le social-colonialiste Lacoste.

Le grand capital ne se fait plus beaucoup d'illusions. Dans la « Vie Française » du 4-1-57 on lit :

« Or, quoqu'en dise M. Lacoste, la situation ne s'est pas améliorée. Le rébel ion continue et personne ne peut prévoir quand elle finira ».

Telle est la puissance des faits. L'autruche devant le danger, enfonce, dit-on, sa tête dans le sable. Monsieur Mollet, lui, fait des déclarations. Généreusement, il va sans doute — au moment où nous écrivons, nous ne connaissons pas la teneur de la « déclaration d'intentions » du président du Conseil — proposer :

— Un cessez-le-feu sans conditions politiques préalables,

— Des élections libres au collège unique dès que la situation le permettra.

— Examen du statut de l'Algérie avec les représentants issus de ces élections, dans le cadre des principes définis par la France, sans que puisse être mis en cause le lien indissoluble du territoire algérien avec la métropole.

« L'Aurore », ultra-colonialiste, a publié, sans être démentie, dans son numéro du 5 janvier 1956, le dialogue qui se serait déroulé entre Lacoste et Mollet au Conseil des Ministres :

Lacoste : « Le seul moyen croit que nous retirerons nos troupes, comme nous l'avons fait à Port-Said ».

Mollet : « C'est insensé ».

Lacoste : « On parle d'organiser des élections. Voter sous la menace des mitraillettes et des couteaux. Est-ce ainsi que l'opinion internationale concevrait des élections libres ?»

Mollet : « Nous voulons permettre à chaque Algérien de s'exprimer se-

P. LAMBERT.

(Suite page 2.)

L'élection du premier secteur

Massacre pour une bagatelle?

LE 2 janvier 1956 des élections générales renouvelaient l'Assemblée Nationale. On se souvient de leur résultat : répondant à l'appel des grandes organisations de gauche, le peuple français envoyait au Parlement une majorité de députés qui, dans leur propagande électorale, s'étaient prononcés pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et en particulier pour l'application de ce principe au peuple algérien, et pour la fin immédiate de la guerre d'Algérie.

Quelques semaines plus tard, la quasi-totalité du Parlement se dessaisissait de ses pouvoirs en octroyant à MM. Mollet et Lacoste des « pouvoirs spéciaux », politiques, financiers et militaires, qui allaient permettre, dix mois durant à ces mandataires du suffrage universel de trahir en toute tranquillité leurs promesses électorales — et d'intensifier la guerre et la répression, en Algérie et en France. Le Parti Socialiste et le Parti Communiste avaient mêlé leurs voies.

Plus tard, ils devaient à nouveau s'opposer : les députés socialistes, pour approuver l'intervention impérialiste à Suez ; les députés communistes, pour applaudir la répression russe à Budapest et l'écrasement des Conseils Ouvriers de Hongrie.

Le 2 janvier, les dirigeants de ces partis avaient demandé aux électeurs de voter massivement « pour que ça change ». Ça a changé : à Alger où les rumeurs de coup d'Etat militaire prennent corps dans la fureur déchaînée des colonialistes français que la politique de M. Lacoste a puissamment encouragés ; à Budapest où les chars russes patrouillent dans les ruines fumantes, tandis que les meilleurs fils du prolétariat hongrois sont exécutés, déportés ou emprisonnés.

∴

Le hasard des élections partielles conduit le 13 janvier prochain aux urnes les quelque cinq cents mille électeurs du premier secteur de Paris. Et aussitôt, les partis d'enfourcher leur grande machine pour cette « élection-test ». Combien d'électeurs socialistes du 2 janvier 1956 se retrouveront le 13 janvier 1957 pour approuver a posteriori une politique exactement contraire à celle pour laquelle ils avaient voté un an auparavant ?

Combien d'électeurs communistes viendront approuver le vote des « pouvoirs spéciaux » et l'écrasement de la Révolution hongroise ?

Les élections partielles sont traditionnellement marquées par une forte proportion d'abstentions. L'élection du 13 ne faillira pas à cette tradition — plutôt risque-t-elle d'y répondre plus encore qu'à l'ordinaire !

∴

Mais d'aucuns ont pensé qu'il y avait place dans ce scrutin pour des forces neuves — que, découragées par les palinodies et les mensonges des grands partis de gauche, les électeurs pourraient reporter leurs voix vers des organisations ou des personnalités ayant pris position sur tous les problèmes de ces derniers mois, dans un sens réellement socialiste. D'où les candidatures de Pierre Hervé et de Claude Bourdet.

Encore faudrait-il que les positions soient claires ! Ce n'est pas toujours le cas des positions prises par Hervé sur le problème algérien — pas plus que des positions de la Nouvelle Gauche vis-à-vis du Parti Communiste Français et de l'appareil stalinien.

Mais le plus surprenant est sans doute la violence avec laquelle les deux groupes se sont, dès le début de la campagne électorale, pris à partie, violence qui ne peut avoir d'autre ré-

JEAN PERRIN.

(Suite page 2.)

« La Vérité » a besoin de votre aide

LA répression s'amplifie.

Quatre militants trotskystes sont menacés du tribunal militaire.

De nouveaux procès s'annoncent ; c'est ainsi que notre camarade Bloch, ancien déporté à Dachau, est menacé de poursuites pour un article dénonçant les camps de concentration algériens.

Cependant, la situation rend plus nécessaire que jamais une expression beaucoup plus large de l'avant-garde révolutionnaire. Il faut que LA VERITE, non seulement puisse continuer son effort, mais puisse paraître régulièrement sur quatre pages.

Cela est possible.

Cela dépend de vous.

Pour assurer notre parution sur 4 pages, il nous faudrait un fonds mensuel supplémentaire, sous forme de souscriptions, d'abonnements nouveaux ou de réabonnements de *100.000 francs*. Amis lecteurs, c'est grâce à vous que le fonds de 200.000 francs pour lequel nous avons lancé une souscription fin novembre a pu être recueilli, et dépassé (le cap des 250.000 est actuellement franchi). Pouvons-nous vous demander, pouvons-nous attendre de votre compréhension politique, de votre résolution de défendre la presse libre, de votre volonté de permettre au seul journal révolutionnaire de remplir toujours mieux sa tâche, ce nouvel effort ?

100.000 francs par mois, et LA VERITE pourrait, à partir du mois d'avril, paraître chaque semaine sur 4 pages. Qu'en pensez-vous ? Donnez-nous votre avis. Faites-nous parvenir vos suggestions.

Vous pouvez nous aider :

1) En nous envoyant des informations, des articles de discussion ;

2) En vous abonnant ; en faisant de nouveaux abonnés ;

3) En nous faisant parvenir les adresses de personnes susceptibles de s'abonner, à qui nous ferons le service de 6 numéros ;

4) En souscrivant ; en recueillant des souscriptions (des listes de souscription sont à votre disposition) ;

5) En vous engageant à verser, chaque mois, une somme déterminée. Que 500 lecteurs s'engagent à verser 200 francs par mois, et nous pourrons paraître sur 4 pages !

Au prochain numéro, la sixième liste de notre souscription permanente.

SOUSCRIVEZ pour que vive LA VÉRITÉ

Le testament de M. Negrin

AINSI, il est avéré qu'avant de mourir, le dernier président du Conseil de la République espagnole aurait fait parvenir à Franco le reçu de l'or de la Banque d'Espagne transféré en 1936 en URSS. Il n'est pas inutile de revenir sur l'importance de ce fait. Le socialdémocrate Negrin fut l'homme à tout faire du stalinisme en Espagne. Lorsque Largo Caballero préféra démissionner de son poste de président du Conseil plutôt que d'organiser un procès de provocation contre les militants du POUM, qu'exigeait Staline, Negrin l'accepta et prit la succession.

Juan Negrin appliqua jusqu'à la fin la tactique d'étranglement de la Révolution espagnole voulue par Staline. Negrin et les staliniens liquidèrent tous les éléments du pouvoir ouvrier (Comités de milices antifascistes) forgés en juillet 1936 par les travailleurs espagnols dans le feu de la lutte. Sous prétexte de « vaincre le fascisme d'abord », il ne « fallait pas effrayer la bourgeoisie », cette bourgeoisie espagnole et internationale qui constituait le principal soutien de Franco. Le résultat, ce fut la victoire de Franco. Negrin qui fut un des organisateurs de cette victoire en a tiré les conséquences ultimes. Il préfère voir l'or de la Banque revenir à Franco, alors qu'il aurait pu donner le reçu aux organisations antifascistes qui organisent la lutte contre le bourreau du peuple espagnol.

Et maintenant, Franco, pour faire pression sur le gouvernement russe, le menace d'un procès devant le tribunal international de La Haye. Comme condition pour l'ouverture de négociations, Moscou rétorque en demandant l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays.

Ainsi la bureaucratie stalinienne, dont la politique de trahison a porté Franco au pouvoir, qui depuis longtemps commerce avec le bourreau du peuple espagnol, qui a reconnu son gouvernement, qui a voté pour lui à l'ONU, demande maintenant pour prix de la livraison de l'or, de cet or qui appartient au peuple espagnol, que Franco daigne reconnaître le gouvernement des contre-révolutionnaires russes ! Les héritiers de Staline sont dignes de leur maître ; ils massacrent les ouvriers hongrois, et ouvrent les bras à Franco.

VICTOR LEPAGE.

Pologne

L'APPAREIL CONTRE LES JEUNES REVOLUTIONNAIRES

LA direction Gomulka du Parti Ouvrier Polonais vient de montrer concrètement comment elle entend maintenir son autorité sur la jeunesse révolutionnaire qui l'a portée sur ses épaules lors des journée décisives d'octobre. La création de l'Union de la Jeunesse Socialiste a la signification d'un coup d'arrêt porté par elle au mouvement révolutionnaire de la jeunesse, dans la perspective de sa politique de compromis entre l'appareil stalinien et les masses révolutionnaires, entre la bureaucratie russe et le prolétariat.

LA LIQUIDATION DE L'APPAREIL STALINIEN

On connaît aujourd'hui suffisamment le rôle joué par des événements révolutionnaires par l'hebdomadaire étudiant « Po Prostu ». C'est l'équipe de Lassota et de ses camarades qui a été à l'avant-garde du mouvement révolutionnaire polonais de 1956. Après les journées d'octobre, les jeunes révolutionnaires polonais ont partout dissous l'organisation officielle de la jeunesse, l'Union de la Jeunesse Polonaise : bien que de nombreux éléments de l'Union aient participé, avec les jeunes communistes de « Po Prostu » à l'action révolutionnaire, l'appareil de l'organisation de jeunesse était resté fidèle aux staliniens de Natolin. Les dirigeants qui s'étaient, au dernier moment, prononcés en faveur de Gomulka n'inspiraient pas confiance aux jeunes ouvriers et étudiants polonais.

Suivant l'exemple des ouvriers qui avaient eux-mêmes balayé les bonzes syndicaux au Plenum de novembre, les jeunes, ouvriers, étudiants, soldats avaient partout constitué leurs Conseils, leurs « Parlements », leurs propres organisations de jeunesse. C'est à ces groupes dispersés que « Po Prostu », courant novembre, lança un appel pour la désignation de délégués pour une conférence de constitution d'une Union de la Jeunesse Révolutionnaire Polonaise.

L'UNION DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE POLONAISE

Pas plus que le Plenum de novembre des Syndicats, le Congrès de la Jeunesse convoqué par « Po Prostu » n'avait de sanction officielle. Il vint néanmoins à Varsovie les 6 et 7 décembre plus de 2.000 délégués ouvriers, étudiants, paysans et soldats, désignés par les Conseils, « parlements » et autres organisations locales. Réfutant les calomnies sur la « démoralisation » de la Jeunesse Polonaise, le Congrès commença par affirmer solennellement les responsabilités de la bureaucratie stalinienne. « Ce n'est pas l'alcoolisme, mais la suppression brutale de la dignité humaine qui a démoralisé la jeunesse polonaise. Les braves devaient souffrir, les faibles devenaient cyniques». Décrétant eux-mêmes, sans autre souci de légalité la dissolution de l'organisation officielle — stalinienne — de l'Union de la Jeunesse, les délégués décidèrent la formation d'une Union de la Jeunesse Révolutionnaire dont ils proclamèrent le programme : « Lutte contre le stalinisme et toutes les forces conservatrices, contre la réaction bourgeoise et contre l'anarchie, lutte pour le socialisme, pour la démocratisation de la vie en Pologne et renforcement du gouvernement du peuple et de la légalité révolutionnaire ».

L'UNION DE LA JEUNESSE OUVRIERE

La dissolution par les jeunes eux-mêmes de l'organisation stalinienne des jeunesses était si totale que rien ne fut tenté pour la ressusciter. Mais de même que Kadar en Hongrie a pu reconstruire un nouvel appareil stalinien en s'emparant de l'étiquette du nouveau parti dont le jeune Imre Nagy et Lukacsz, de même l'appareil stalinien polonais a rebâti sous une autre forme son organisation de jeunesse. Bénéficiant de la complicité de nombreux staliniens des organisations locales et régionales de l'appareil du parti, les cadres de l'ancienne Union dissoute reformèrent une organisation « nouvelle », l'Union de la Jeunesse Ouvrière. Contrôlée par les staliniens, la nouvelle organisation n'en adhérait pas moins bruyamment au programme de Gomulka et de la « démocratisation ». Refuge des membres de l'appareil stalinien, elle tentait de s'implanter par une démagogie ouvrériste coutumière aux gens du groupe de Natolin, et déclarait exclure à priori de ses rangs les étudiants dont elle connaissait trop bien la volonté révolutionnaire.

L'ARBITRAGE DE GOMULKA

Jeunesse Révolutionnaire et Jeunesse « Ouvrière » stalinienne se sont affrontées un peu partout en des heurts parfois violents. Organisations « de fait », toutes deux ont recherché l'appui du gouvernement Gomulka dont elles soutenaient toutes deux le programme. Fidèle à sa politique d'équilibre, celui-ci ne s'est prononcé ni pour l'une, ni pour l'autre, mais pour la fusion des deux Unions. C'est ainsi que les 4 et 5 janvier, 400 délégués des deux organisations ont tenu à Varsovie une Conférence de fusion qui consacre la naissance de l'Union de la Jeunesse Socialiste Polonaise, regroupant, ensemble, révolutionnaires et cadres staliniens. Mais ce jugement de Salomon est en réalité tout entier tourné contre les jeunes de l'Union de la Jeunesse Révolutionnaire pour qui la fusion représente une sérieuse défaite, tandis qu'elle assure la survie politique au moins provisoire des cadres staliniens réfugiés dans l'Union de la Jeunesse Ouvrière.

Le coup d'arrêt ainsi porté à l'organisation autonome des jeunes révolutionnaires, à l'élaboration d'un programme, à la construction d'une direction révolutionnaire, n'a été possible que par suite de l'énorme prestige dont jouit Gomulka parmi la jeunesse révolutionnaire. Qu'on ne s'y trompe pas cependant : la politique qui d'équilibre ne sera pas éternelle et le véritable sentiment des jeunes a été exprimé, aux applaudissements enthousiastes des congressistes de décembre, par le jeune délégué de Cracovie qui déclarait : « Nous devons soutenir le camarade Gomulka, mais seulement aussi longtemps que le parti continue sur la voie d'une authentique démocratie socialiste. S'ils s'arrêtent en route, nous les combattrons »

PIERRE BRABANT.

Numérisation CERMTRI

La tâche de l'heure

DIRE que la politique économique de Monsieur Ramadier aboutit à une impasse, est dans l'impasse, serait trop peu.

L'inflation, dont certains signes apparaissaient voilà quelques mois, frappe aujourd'hui à la porte.

Le ministère Ramadier, gérant de l'Algérie est maintenant « règle » par un déficit croissant du budget.

De la rue de Rivoli sortent les idées les plus saugrenues pour drainer de la monnaie: les impôts de pseudo, la vignette automobile, l'augmentation du prix de l'essence, une hausse ente, mais contre une de tous les produits de consommation courante.

Les banquiers, qui avaient consenti un « emprunt » de 300 milliards pour maintenir en place le seul gouvernement susceptible de prévenir une lutte revendicative importante sont circonspects quant au renouvellement de un de ces jours.

Malgré les efforts, surtout verbaux, de Mollet pour essayer de faire croire au caractère social, simon socialiste, de son gouvernement, le train de toutes ces opérations financières et fiscales se soldera finalement au passif des travailleurs.

Les patrons ont vu, dans cette fin d'année 1956, l'occasion de reprendre deux fois plus qu'ils n'avaient été contraints de lâcher dans les mois ou les années précédents par les luttes grévistes.

Le régime général des salaires leur en a donné une magnifique occasion.

Ce régime se caractérise par une disproportion considérable — parfois du simple au double — entre le salaire « garanti » et le salaire réellement perçu. De plus, et pour accentuer encore cette disproportion, des primes diverses ont été allouées, dont les primes de ancienneté.

L'offensive patronale s'est développée et continue à se développer dans deux directions : d'une part, l'accroissement des cadences, d'autre part, la remise en cause des primes ordinairement accordées.

Les ouvriers ont violemment réagi. Ceux de chez Jaeger en particulier. Devant la menace patronale, les ouvriers de cette entreprise — en majorité des femmes — ont manifesté leur volonté de ne pas voir balayer les avantages acquis. Pendant plus d'une semaine, des manifestations se produisirent dans l'entreprise. Puis les ouvriers descendirent dans la rue, manifestèrent, et, en cortège avec des pancartes proclamant leurs revendications, manifestèrent à nouveau dans l'entreprise par un chahut monstre dans les ateliers et les bureaux.

Le cas des ouvriers de chez Jaeger n'est pas unique. A l'Industrielle des téléphones dans le XVe, des ouvriers ont également débrayé contre les menaces que la direction faisait peser sur elle.

Dans d'autres endroits encore, des manifestations analogues ont lieu. Elles ont toutes beaucoup de traits communs qui peuvent se définir ainsi :

— Les travailleurs veulent se battre.

— Les organisations syndicales réalisent, en général, le front unique pour « cadrer » le mouvement et l'empêcher d'acquérir force d'extension.

— D'autres catégories de travailleurs tentent, à la faveur des mouvements qui se déclenchent, de poser leurs propres revendications. De défensif, ils tentent de transformer le mouvement en une offensive pour l'augmentation des salaires.

Ces luttes partielles ont lieu dans un moment où la méfiance des travailleurs à l'égard de toutes les grandes organisations syndicales n'a jamais été aussi grande ; à un moment où les grandes organisations syndicales bablatent sur un front unique ou des revendications qui n'intéressent personne dans la mesure même où, sans satisfaire les besoins ouvriers, aucun moyen n'est donné pour les faire aboutir.

Or, la lutte pour l'augmentation des salaires ou, ce qui revient au même, contre la dépréciation du pouvoir d'achat, est et sera le moteur principal des luttes de demain.

Mais ces luttes doivent se préparer.

L'offensive patronale contre les avantages acquis et pour la réduction des temps donne aux travailleurs l'occasion de préparer les grands combats nécessaires.

— Elargir le champ de l'action.

— Elargir les revendications.

— Faire les camarades les plus clairvoyants et les plus décidés à s'unir dans des comités de lutte.

— Réaliser et assurer la liaison entre les comités de lutte de chaque localité.

Telle est la tâche de l'heure. Elle est réalisable.

Elle est la meilleure garantie que les grandes luttes de demain prendront le chemin de la victoire.

FRANÇOIS TARRANT.

Le sens de la Révolution hongroise

NOUS avons reçu d'une de nos lectrices une lettre dont nous publions les passages essentiels — nous pensons, en effet, que cette lettre exprime les sentiments, les hésitations qu'éprouvent au sujet des événements de Hongrie, de nombreux travailleurs, influencés, malgré eux, par les mensonges de la presse bourgeoise et stalinienne.

C'est pourquoi nous avons demandé à notre collaborateur François Manuel, dont nos lecteurs ont particulièrement apprécié les contributions, d'y répondre aussi longuement que le permet le peu de place dont nous disposons.

« SIMPLE lectrice d'ancien temps, lectrice assidue de votre journal et, touchée par beaucoup de choses qui me frappent et me choquent même, je me permets de vous demander, camarade rédacteur en chef, de m'accorder le droit d'exprimer librement mon opinion : bien qu'elle soit opposée à votre. En vous basant sur de très vagues renseignements des travailleurs grouper dans les Conseils Ouvriers de Oyver, de Sopron, de Miskolc ? N'avez-vous pas lu les revendications des Syndicats Ouvriers hongrois ? N'avez-vous pas vu qu'ils demandaient tous l'abolition du régime des normes ? Ce n'est pas une revendication prolétarienne ? Et la hausse immédiate des salaires inférieurs et non égalitaire ? Et la fixation d'un plafond des salaires à 1.500 forints ? Et le droit de regard pour les Conseils ouvriers sur la planification et l'établissement des normes ? Et l'exercice du pouvoir par ces mêmes Conseils Ouvriers ? Cela ne vous paraît pas une revendication prolétarienne ? Ce n'est pas valable en tous cas qu'en a, comme vous, trouvée modeste...

Non, camarade, il faut être sérieux. Ce que vous appelez « les faits », ce sont des affirmations de la presse stalinienne et de la presse bourgeoise, toutes deux desireuses de démontrer la volonté restaurationniste des insurgés hongrois, parce que l'une et l'autre ont une peur mortelle de la révolution prolétarienne et craignent sa contagion hongroise. Mais quand vous parlez « faits » et affirmez que les éléments dirigeants de la Révolution hongroise sont « les éléments d'ancien regime... diriges directement par les imperialistes américains », je vous dis : « Citez donc des faits à appui de vos hypothèses hasardeuses, citez un élément réactionnaire, un agent américain pris sur le fait en Hongrie ». Vous savez, radar prépare un grand procès pour montrer la connexion des dirigeants révolutionnaires et des impérialistes. Il y aura Maléter, l'ancien combattant des Brigades Internationales, ministre du Gouvernement d'ancien régime ? Il y aura Sandor Racz, ouvrier et président du Conseil Ouvrier de Budapest. Celui-là, s'il a été agent hortiste ou ancien propriétaire, c'est dans une vie antérieure, car vous savez bien qu'il a 23 ans et qu'il était membre des Jeunesses Communistes il y a quelques mois. Alors ? Qui a-t-on, en haut, a dirigé « Igaszag » (La Vérité), le journal de la Jeunesse Révolutionnaire, jeune militant communiste lui aussi ? Ne cherchez pas, camarade, vous perdrez votre temps. Les dirigeants que l'on va juger étaient tous des communistes, ou des travailleurs sans-parti. On ne jugera ni Istéa Kovacs, ni Istvan Bibo, ni Zoltan Tildy, des Petits-Propriétaires, ni le National-Paysan Ferenc Erdel, car ils sont, eux, en liberté. Mais Nagy, Losonczy, Lukacs, les responsables communistes, ont été déportés... Et Mindszenty est allé en toute sécurité à l'ambassade américaine, et ce sont de jeunes ouvriers qu'on pend.

Tout cela, LA VERITE l'avait écrit, et, « lectrice assidue », vous auriez pu en tenir compte, votre « devoir étant de prendre en considération les faits ». Mais je voudrais, pour achever de vous convaincre citer d'autres faits. Ce sont des témoignages d'hommes qui appartenaient au parti communistes avant la Révolution hongroise, d'hommes qui ont vu de leurs yeux de militants ouvriers la Révolution hongroise qui les concernait. Je ne les ai pas cités avant parce que je ne les connaissais pas. LA VERITE n'a pas les moyens financiers de la presse bourgeoise et de la presse stalinienne. Le premier est un communiste polonais, Marian Bielecki. Radio-Varsovie a diffusé le 1er décembre sa « Lettre à un ami » sur la Hongrie. Il écrit : « En voyant ce qu'on peut appeler la superstructure stalinienne, la nation hongroise ne rejetait pas les fondements réellement socialistes qui représentaient des transformations d'après 1945, et non seulement elle ne les rejetait pas, mais elle les défendait... C'est pourquoi les partis politiques formulèrent sans équivoque la revendication de baser l'avenir de la Hongrie sur la propriété socialiste des moyens de production ». Ils comprenaient ainsi, ainsi que vous, s'inquiétait, malgré leur programme, du retour des politiciens, Bielicki lui a dit : « Ce ne sont pas les politiciens, mais les insurgés — ouvriers, jeunes, paysans — qui ont déterminé le caractère de la Révolution ; ce ne sont pas les partis politiques, mais les comités révolutionnaires, les centres insurgés traçant le sens de la Révolution. Et c'est pourquoi au moment où Imre Nagy s'appuya sur le soutien du mouvement révolutionnaire de masse, la situation dans le pays commença à se stabiliser, le chaos commençant à reculer devant l'ordre révolutionnaire ». Dans peut-être penserez-vous que Bielicki, comme nous, s'appuie sur des « hypothèses non-fondées » ? Ecoutez : il a prévu votre réponse, celle de son ami : « Je crois profondement que cette route aurait mené la Hongrie vers le socialisme authentique, où paroles et actes constituent un tout indissociable, je le crois, non parce que je veux le croire ou parce que je me plais à le croire, mais parce que le cours des événements le démontre ». Voilà ce que dit Bielicki, communiste polonais, après avoir vécu de ses yeux les faits, après avoir vécu la Révolution hongroise.

Et pour répondre à vos autres « faits », vos accusations sur la « tendance restaurationniste » et la « tuerie aveugle de milliers d'ouvriers », je citerai un autre témoin, qui rapporte lui aussi les faits qu'il a constatés. Vous l'avez sans doute d'ailleurs, LA VERITE l'a déjà cité, c'est le communiste anglais Peter Fryer, envoyé spécial du « Daily Worker » à Budapest, qui a décrié au « National Guardian » de décembre : « Je ne peux pas dire catégoriquement qu'il n'y a nulle part eu de terreur blanche, mais j'affirme que le pouvoir était sans conteste entre les mains des comités révolutionnaires. Il en était ainsi à Csepel, authentique centre prolétarien qui mena dans le passé une héroïque lutte contre les Allemands et les fascistes et se battit jusqu'à la fin contre les troupes soviétiques. De même pour les mineurs de Tatabanya qui ne levèrent comme un seul homme contre l'AVH. Les hommes de l'AVH furent mis en pièces par la foule aussitôt que pris, mais Bruce Renton a raison quand il écrit dans « New Statesman and Nation » qu'il n'y a pas eu de lynchage en masse et les communistes ont continué à circuler librement ».

Camarade, j'ai sous les yeux les textes des proclamations des radios insurgées pendant la Révolution hongroise : Radio-Gyoer qui appelle à la formation des Conseils Ouvriers et Sopron qui veut un Parlement formé de représentants des Conseils, Radio-Rajk qui défend « l'esprit de combat du lénifisme », Radio-Szecs qui annonce que les soldats sont aux côtés des travailleurs, Radio-Rakoczi où les travailleurs de Dunapentele répondent fièrement à l'ultimatum russe le 7 novembre : « Ce pays ne sera pas aux mains des ouvriers. Nous nous défendrons ». LA VERITE voudrait pouvoir les publier intégralement. Elle ne le peut pas, faut de place. J'espère que vous serez de ceux qui l'aideront à grandir pour mieux dire, pour crier plus fort la vérité. En attendant, inclinez-vous devant l'évidence des faits. Non, camarade, ce n'est pas « trop beau pour être vrai » — car tel est, n'est-ce pas, le fond de votre pensée — c'est VRAI ; la Révolution hongroise a bien été cette magnifique révolution ouvrière que nous avons défendue, et c'est pour cela qu'elle est si riche de promesses pour la jeunesse du monde entier.

Salutations révolutionnaires :

FRANÇOIS MANUEL.

Une nouvelle publication marxiste : « Arguments »

NOUS avons reçu le n° 1 de « Arguments » (1), que son comité de rédaction, composé principalement d'intellectuels communistes ayant rompu avec le PCF à l'époque de l'affaire yougoslave, définit comme « un bulletin de recherches, de discussions et de mises au point ouvert à tous ceux qui se placent dans une perspective à la fois scientifique et socialiste ». L'esprit de ce bulletin se manifeste dans cette formule d'Edgar Morin : « Il faut rechercher tout ce qui peut ébranler une interprétation marxiste de l'histoire du 20e siècle : c'est la seule méthode qui puisse la confirmer ».

Au sommaire de ce n° 1 nous relevons notamment : « La question nègre » (E. Morin), « Les idées de Pierre Hervé » (C. Audry), « Sur l'esthétique de Lukacs » (A. Guiducci), « Ce que nous attendons de la culture » (J. Duvignaud, « Pour une sociologie du langage » (A. J. Greimas), etc. Relevons, pour nos lecteurs, ces passages caractéristiques de l'article de Duvignaud :

« On ne saurait encore faire le « bilan culturel » de l'époque stalinienne en Russie, mais il est peu vraisemblable que survivent à la mort du « leader » les productions inspirées depuis 1934 par le « réalisme-socialiste ». Toutefois, avec l'éloignement, une manifestation à la fois sociale et culturelle paraît bien dominer toutes les autres et les englober toutes : le procès...

...Avec le procès politique, l'appareil stalinien se donne donc la comédie de sa puissance, cristallise les valeurs positives autour de « l'ordre socialiste » et la négativité autour du condamné. Puisqu'on ne pouvait contredire Tito, qui démontrait que l'histoire rongeait la bureaucratie soviétique malgré elle et sans qu'elle s'en doutât — on assassinait Kamenev, Boukharine, etc... Puisqu'on ne pouvait « contrôler » Tito — qui démontrait que le stalinisme était une erreur dépassée — on pendait Rajk ou Kostov. Il s'agissait donc d'un acte magique par personne interposée, d'une conjuration religieuse de l'histoire réelle...

...Aujourd'hui, l'appareil stalinien se dégrade. Ou moins l'histoire avec tous ses possibles pénètre dans le système comme l'air dans les poumons d'un enfant qui naît. L'imprévisible fait son apparition tandis que s'effacent les traces d'un mal qui a compromis non seulement le communisme idéniste mais aussi le marxisme. Or, le poison inoculé en URSS par la bureaucratie a infecté aussi les têtes intellectuelles d'Occident. Il a même sévi à l'intérieur du culturel commencé trente ans plus tôt...

...Ce que nous attendons de la culture, aujourd'hui, c'est qu'elle nous restitue l'expérience authentique, la trace vivante de l'homme bien ou mal adapté à la civilisation matérielle, qu'elle aide à affronter l'imprévisible histoire. Nul ne peut préfigurer les voies et moyens d'expression, car nul ne connaît les désirs de cet immense public vierge qui entre victorieusement dans l'histoire — non seulement le prolétariat européen délivré peu à peu de la terreur policière stalinienne — mais aussi les hommes d'Afrique ou d'Asie...

...Si le mouvement ouvrier a découvert que tout était possible désormais depuis que le dieu jaloux stalinien était mort, un champ immense est ouvert aussi à la culture. Et il ne s'agit point de « culture socialiste » parce que toute culture libre qui invente librement ses thèmes et amplifie l'expérience humaine est toujours socialiste. »

G. B.

(1) « Arguments ». Le n° 100 francs (on peut le commander à la SPEL) : abonnement d'un an (6 numéros) : 500 francs au C.C.P. Editions de Minuit Paris 180.43.

LE TEMPS de la GRANDE DUPERIE en ALGERIE

(Suite de la page 1.)

lon ses préférences. Et nous savons qu'un scrutin qui ne déconnecterait après extirpation de la terreur donnerait à l'Algerie des représentants qui n'auraient pas d'idées communes avec les extrémistes. Il est prouvé que la population reste profondément attachée à la France... Nous n'accepterons pas un débat (à l'ONU) qui pourrait, de près ou de loin, mettre en cause nos droits de souveraineté ».

Recherchons le grain des choses à travers la paille des mots. Le « fellagha moyen », c'est l'insurgé algérien appuyé par la masse du peuple. La « terreur », c'est la Révolution algérienne. Les objectifs du fellagha moyen et de la Révolution algérienne sont le rétablissement de la souveraineté algérienne ; ceux des institutions d'Etat construites démocratiquement, avec la Constituante Algérienne Souveraine. Pour Molle-Lacoste, les « fellaghas moyens » doivent déposer les armes, les généraux Massu et Faure (dont le départ n'est pas grave, selon le ministre-résidant) restant sur place avec tous les pouvoirs civils et militaires à eux conférés par le gouvernement. Ceci, c'est le cessez-le-feu « sans conditions politiques » ! Les élections se dérouleront sans qu'on puisse « de près ou de loin mettre en cause les droits de la souveraineté française », laquelle souveraineté s'appuiera sur l'armée. Cela, ce sont les « élections libres », le collège unique appelant le correctif d'une représentation paritaire. Le tout sera la discussion du nouveau « statut » français discuté entre le gouvernement français et les représentants « algériens » qu'il se sera octroyés comme interlocuteurs valables.

En fait, où tout cela mène-t-il ?

— A la continuation d'une guerre que vomit la jeunesse de France (car confondre l'armée, c'est-à-dire les jeunes mobilisés, avec les généraux, c'est véritablement un tour de force !).

— Au maintien des privilèges politiques et économiques d'une minorité, des fameux « intérêts économiques » dont l'importance économique est inversement proportionnelle au nombre ? ; l'égalité des droits et des devoirs chère à M. Mollet, consistant à préserver les intérêts économiques et politiques des Borgeaud-Blachette et autres seigneurs de la colonisation.

— D'où l'impossibilité de rétablir la sécurité pour la masse des « petits blancs » actuellement trompés par le gros colonat et M. Lacoste, mais pour qui l'Algérie libre représenterait une amélioration de leur situation actuellement précaire (1).

⁂

Il y a une autre voie. Cette définie par le MNA et Messali Hadj. Un « Aix-les-Bains » algérien où, autour d'une table ronde, discuteraient les représentants du gouvernement français et les représentants de toutes les formations politiques algériennes, le peuple algérien étant appelé en dernier recours à se prononcer au cours d'élections libres pour la Constituante Souveraine sur les différentes solutions politiques. Cette voie est celle de la démocratie, du cessez-le-feu, du rétablissement des relations pacifiques et fraternelles entre les peuples français et algérien.

(1) Nous reviendrons dans un prochain article sur la communauté d'intérêts qui, dans le cadre d'une Algérie libérée de l'oppression politique, économique et sociale du colonialisme, permettrait aux Algériens de toutes origines de mieux vivre dans la sécurité et la liberté d'une paix retrouvée.

TOUS LES VENDREDIS
LA VÉRITÉ
EST DANS LES KIOSQUES

"La révolution des Conseils ouvriers hongrois"

PAR FRANÇOIS MANUEL

Actuellement sous presse

L'exemplaire : 200 francs
Par 10 : 180 francs

Passez des maintenant vos commandes à la S.P.E.L.
C.P.C. 6032-01 PARIS

L'ELECTION DU PREMIER SECTEUR

(Suite de la page 1.)

suitat que de rebuter les éventuels électeurs des uns et des autres !

Il semble bien que l'initiative des hostilités soit venue de certains leaders de la Nouvelle Gauche qui, à une réunion du cercle fondé sous l'égide d'Hervé et de ses amis, prirent celui-ci violemment à partie, lui reprochant en fait sa candidature — et de n'avoir pas choisi comme être le seul candidat de la gauche nomolletiste et non-stalinienne. Par la suite, injures et accusations se sont multipliées de part et d'autre, non toujours dénuées de fondement, certes, mais émises sur un ton fort peu favorable à une explication politique claire et à un regroupement des forces indépendantes des grands appareils.

⁂

C'est qu'en vérité nul terrain n'est aujourd'hui plus mauvais pour entreprendre la clarification politique nécessaire parmi les militants socialistes, communistes ou inorganisés, hier encore électeurs fidèles des deux grands partis ouvriers, et à cette heure désorientés par leur politique, que le terrain électoral ; surtout lorsqu'on semble atteint, comme la Nouvelle Gauche, d'un mal parlementaire qui généralement s'attaquait plutôt, jusqu'à présent, aux organisations séniles.

Prétendre que « çà peut changer » en votant pour Bouredef, c'est là un refrain qui risque peu de devenir populaire. Le 2 janvier, c'est par dizaines que les électeurs ont envoyé au Palais-Bourbon les députés du « changement ». Ils ont échoué — et sont peu confiants dans la vertu d'une hirondelle.

Mais il y a pire que l'échec électoral : en se lançant à corps perdu dans la bataille des préaux, les uns et les autres sapent les efforts de regroupement, de confrontation et de rapprochement entrepris les semaines précédentes. G. Martinet refuse dorénavant, au nom de ses amis de la Nouvelle Gauche, de prendre part aux réunions de discussion du Cercle marxiste d'Hervé.

Hervé, quant à lui, lance les formules politiques les plus contradictoires, dont l'une, qui n'est pas la moins surprenante, est la revendication de l'indépendance de l'Etat par rapport aux partis — ou la demande, adressée au peuple algérien opprimé, de reconnaître le fait national français ! Formules qui n'ont rien à voir avec une politique ouvrière.

Ces considérations ne sont pas les moindres à avoir poussé les trotskystes dans leur décision de ne pas participer à cette campagne électorale. Mais elles rejoignent en réalité et prolongent les motifs qui nous avaient guidés en janvier 1956.

En janvier 1956, nous avions dit l'effort essentiel des révolutionnaires doit se porter sur le terrain de la constitution, au travers des luttes ouvrières, d'une force d'intervention autonome, indépendante des grands appareils. L'utilisation de la tribune parlementaire, des possibilités de propagande de la campagne électorale peut avoir son intérêt pour des militants dont l'audience est restreinte du fait des conditions matérielles. Mais, en janvier 57, il est du devoir des militants révolutionnaires de dire nettement : les grands partis ouvriers traditionnels vous demandent vos voix pour mettre fin à la misère, à la guerre, à la répression ; en réalité, quand vous les aurez envoyés au Parlement, ils pratiqueront une politique que leurs prédécesseurs. Il n'y a pas de solution parlementaire : la solution, ce sont les gars de Nantes ou de St-Nazaire, ce sont les gars de Renault qui nous l'indiquent. C'est pour affirmer clairement qu'ils refusent aujourd'hui d'être les complices du baratin électoral que les trotskystes ne présentent pas de candidat.

Tout ceci reste complètement valable le 13 janvier 1957 — après dix mois de gouvernement « socialiste » investi et soutenu chaque fois que cela était nécessaire par les voix des députés staliniens ; après l'exemple de la révolution hongroise et de ses conseils. La tâche des révolutionnaires ne peut être aujourd'hui d'entretenir quelque illusion que ce soit sur l'efficacité du parlementarisme bourgeois. Mais elle est de tout faire pour regrouper sur un programme clair, contre les vieilles directions enlisées dans leur politique, toutes les forces vives, jeunes, indépendantes, des travailleurs pour préparer la lutte de classe.

J. P.

P.S. — Nous ne parlerons que pour mémoire de la campagne de P. Franck. Nous relèverons seulement que l'objectif tracé par ce soi-disant trotskyste est le rédressement du PCF, en en éliminant M. Thorez. Comme si l'appareil policier mis en place par Staline aux fins de la défense des intérêts de la bureaucratie russe, pouvait changer de nature avec l'éviction de Thorez, ou de tout autre dirigeant stalinien.

Monjauvis a une réputation d'« opposant » (sic), pourquoi donc Frank n'a-t-il pas appé'é dès le 1er jour à voter Monjauvis ? Plus encore, le fait même que Frank indique son intention d'appeler au deuxième tour, à voter PCF montre clairement son choix. Les assassins de la Révolution hongroise, complices par ailleurs de Guy Mollet, dans la guerre tot le d'Algérie (vote des pouvoirs spéciaux, etc.) ont la préférence de ceux qui usurpent la qualification de trotskystes. Dès 1933 Léon Trotsky a démontré que personne ne pourrait redresser l'appareil stalinien, qui doit être détruit.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

Le gérant : BENARD.

Société Parisienne d'Impressions
4, rue Saulnier, Paris (IXe)

LA VERITE
Organe du Parti Communiste Internationaliste (Section française de la IVe I.C.)

POUR LA DEFENSE DU DROIT DE TOUS LES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES

ADHERE
au Parti
Communiste
Internationaliste

Imposer une augmentation générale des salaires

AUX attaques de la direction qui voulait diminuer les temps, les ateliers Keller et Emerian ont répondu par une grève de 7 jours et ont remporté un succès : leurs temps furent augmentés.

Par solidarité, des ateliers de Keller et d'Emerian débrayaient. Entraînés par la lutte des réglèuses, ces ateliers posaient eux aussi leur revendication : une augmentation des salaires. C'est ainsi qu'à Keller et Emerian la ronde des grèves tournantes, menée par les délégués, commence. D'une part, des travailleurs de l'usine, excédés par la dureté de la vie, s'associèrent au mouvement des réglèuses sachant que plus on est pour frapper, plus les coups sont durs pour la direction et que ce n'est que dans ces conditions qu'elle peut céder. D'autre part, les Syndicats bien unis dans la crainte de voir un mouvement s'élargir, utilisèrent la tactique classique des grèves tournantes pour morceler et isoler la volonté de combat des travailleurs. La direction a senti que le mécontentement régnait non seulement chez les réglèuses mais chez tous les ouvriers et employés de la C.I.T. et d'ailleurs. Pour ne pas être obligée de faire face à une lutte d'ensemble de son personnel et de lâcher le gros morceau, elle a lâché une augmentation générale des salaires, la direction a préféré perdre tout de suite pour perdre moins et c'est ainsi que celle-ci accordait les temps les réglèuses. Quant à l'augmentation réelle des salaires, tout au plus la direction entrera-t-elle dans le jeu des syndicats et pourra donner une prime ou rien, ou par là dans le but, elle aussi, de morceler le mouvement. Mais partout les travailleurs refusent de plus en plus de se laisser manœuvrer ainsi. Ils veulent une revendication claire : AUGMENTATION UNIFORME DE 50 F DE L'HEURE OU 10.000 F PAR MOIS, POUR TOUS, qui est aussi la revendication commune des métallos, des fonctionnaires, à Paris, à Nantes, etc...

Pour obtenir cette augmentation, ils veulent lutter. Mais ils veulent lutter dans la clarté.

Aujourd'hui tous les syndicats refusent de propager le mot d'ordre d'augmentation générale des salaires en insistant sur les revendications partielles... Aujourd'hui tous les syndicats refusent de préparer et d'organiser une action générale et s'acharnent à freiner toute volonté de combat chez les travailleurs comme ils avaient fait en septembre 56 à Nantes, en faisant des grèves tournantes.

C'est par-dessus eux que les travailleurs doivent s'organiser dans des COMMISSIONS DE PREPARATION A LA GREVE GENERALE, comités élus démocratiquement dans les ateliers ou bureaux. C'est par-dessus les syndicats qui fragmentent et éparpillent les luttes que les travailleurs de la C.I.T. doivent s'unir et établir des contacts avec les autres usines, entreprises du 15e et de la région parisienne pour coordonner et unifier leurs forces et leurs espérances. Contre l'impuissance de leur syndicat ou leur volonté d'inaction, les travailleurs doivent préparer et organiser eux-mêmes l'action puissante seule capable de leur assurer une victoire

SOUSCRIVEZ !